

PCF : Match nul

vendredi 14 décembre 2007, par [KRIVINE Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2007).

Les 8 et 9 décembre, 1 500 délégués des sections du PCF se sont réunis pour déterminer le contenu du mandat de préparation du congrès, qui devrait se tenir fin 2008.

Comme prévu, à l'assemblée générale du PCF, les 8 et 9 décembre, le débat a été vif et parfois très violent, à la mesure du désarroi politique des militants. Il y a unanimité pour constater le déclin historique du parti, sa perte de crédibilité, ses échecs électoraux, et donc la nécessité d'opérer des changements radicaux. Tout le monde s'opposant au droit de tendance, il n'y a pas de confrontation « texte contre texte ». De fait, ce sont des fractions aux contours parfois difficiles à déchiffrer qui s'affrontent sur des phrases ou des amendements.

Le mandat voté contient des formules destinées à satisfaire tout le monde et à mécontenter chacun. 72 % des délégués l'ont voté, suivant la majorité de la direction, derrière Marie-George Buffet. Ce vote légitimiste ne tranche rien, mais il permet d'empêcher provisoirement l'éclatement et de préparer un congrès qui s'annonce tendu, même si 10 % seulement des adhérents ont participé aux assemblées de préparation de ce premier rendez-vous.

Deux grandes sensibilités se dessinent face à la majorité de la direction. Il y a d'abord les orthodoxes, solidement implantés dans le Nord-Pas-de-Calais, à Vénissieux, à Paris, à la RATP ou dans la métallurgie. Ils se battent pour le maintien du parti « *communiste* » contre toute alliance avec les « *antilibéraux* » ou la LCR, pour un parti « *de classe* ». Certains, comme le député André Gérin, vont même jusqu'à demander la réhabilitation de la dictature du prolétariat. Avec des relents nationalistes, ils ne s'opposent pas à des participations gouvernementales avec le PS. Cette opposition, rejointe par les anciens amis de Georges Marchais, a totalisé environ 20 % des voix contre la résolution finale qui, selon eux, ouvrirait la voie à tous les dangers par la formule : « *Il ne s'agit d'exclure aucune hypothèse concernant le parti et sa stratégie.* » En face, les refondateurs, regroupés autour de Roger Martelli, Pierre Zarka et plusieurs élus de la région parisienne et des Bouches-du-Rhône, se sont retrouvés dans les 7 % d'abstentions. Partisans de créer une nouvelle force avec, mais en dehors, du PCF actuel, ils souhaitent le regroupement de tous les antilibéraux pour parvenir à une gauche unie sur des bases antilibérales et capable d'être majoritaire aux élections. Ils se méfient d'un mandat qui précise que « *le communisme reste une visée et une pensée de notre temps* » et qu'il est nécessaire « *que vive et rayonne un parti qui s'y réfère explicitement* ».

Les discussions expriment largement « *l'attachement politique des communistes au PCF* ». Aucune des sensibilités en présence n'envisage une stratégie indépendante des institutions, fondée sur les mobilisations sociales. Chacune, à sa façon, propose une alternative de rassemblement de toute la gauche - notamment avec le PS -, qui permettrait de répondre aux exigences des travailleurs. C'est là que se situe, pour nous, le débat de fond.

P.-S.

* paru dans Rouge N° 2231, 13/12/2007.